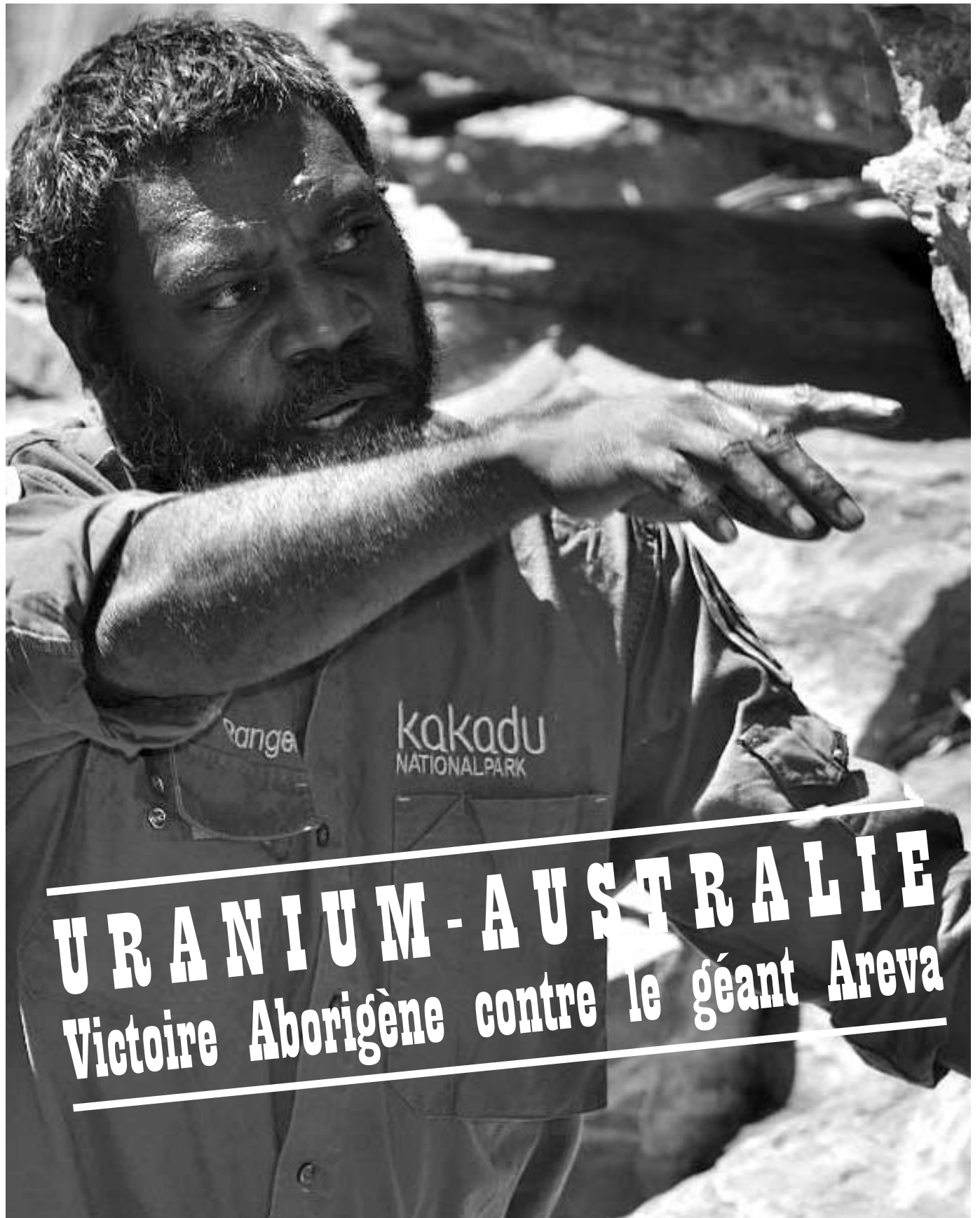


Octobre 2013

n° 112

CONTRASTO



URANIUM - AUSTRALIE
Victoire Aborigène contre le géant Areva

sommaire n° 112

Couverture	
Edito <i>Anne-Cécile</i>	3
Genève (S.I.G) Démission du directeur général <i>E. Peytremann</i>	4
Suisse Energie nucléaire en Suisse <i>E. Weiss</i>	5 - 6
Suisse Communiqué de presse Alliance non au nucléaire	7
Suisse Les centrales Suisses sont dangereuses <i>Dieter Majer</i>	8
France Lettre «Sortir du nucléaire, Bugey»	9 - 10
Japon Fukushima: un désastre en cours <i>Olivier De Marcellus</i>	11 - 12
Monde Iraq, censure de l'OMS <i>O. D.M</i>	12
Monde USA secret défense, (La bombe qui a failli péter) <i>O. D.M</i>	12
Australie Un aborigène contre AREVA <i>Ph. Gobet</i>	13 - 14
AREVA Grandeur et décadence?	14 - 15
Photos de famille <i>Soirée AG 2013 JJK</i>	16

DERNIERES NOUVELLES

APPEL DE GENEVE 2

POUR UNE SUISSE SANS NUCLEAIRE!

Jugeant la position du Conseil fédéral insuffisante, voire dilatoire un groupe de citoyens a lancé le 18 septembre 2013 un appel pour réclamer l'abandon immédiat de la filière nucléaire.

Les signataires estiment que le risque d'un nouvel accident nucléaire ne peut être pris.

Toutes les informations sur le Blog
www.apag2.wordpress.com

Le texte de l'appel avec la liste des signataires sera publié dans le N° 113 du journal de Contratom

ContrAtom

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 321 57 09

www.contrAtom.ch

info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1200 exemplaires

- Graphisme atelier Compub

- Imprimerie du Lion

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement 30.- F

Soutien: 60.- F

ou plus....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent CCP 12-13446-0

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0



E X P O S I T I O N

Maison d'Ailleurs

du 15 septembre 2013 au 2 mars 2014

STALKER EXPÉRIMENTER LA ZONE

Place Pestalozzi 14 à Yverdon / www.ailleurs.ch



Pour beaucoup, le film Stalker d'Andrei Tarkovski est prémonitoire de la catastrophe de Tchernobyl et de ses conséquences. Le scénographe du film, Rashid Safiullin, a transformé tout un étage du musée en une Zone étrange et fascinante. Le musée a sorti de ses archives les films et les livres qui parle de fin du monde, la Haute école d'ingénierie et de gestion du canton de Vaud a ramené sa science et ses gadgets futuristes, et le Stalker genevois jjk exhibe sa balade dans la zone de Pripyat.

La maison d'Ailleurs d'Yverdon est moins loin que Fukushima, mais l'ambiance est la même les becquerels en moins. Bonne Zone!

Chères, chers ContrAtomistes,

Écoutez ça:

«Sous le ciel bleu de Fukushima, des enfants jouent au ballon et regardent vers l'avenir, pas vers le passé!»

Cette déclaration, pour le moins surprenante, a été faite par le Premier Ministre japonais, Shinzo Abe, lors de l'annonce de l'attribution des JO pour 2020 à Tokyo. Selon lui, «la situation est sous contrôle à Fukushima. Il n'y a aucun problème, Fukushima n'a jamais causé, ni ne causera de dommages à Tokyo. Aucun problème de santé n'a été enregistré jusqu'à présent et il n'y en aura pas à l'avenir.»
(Le Monde et la T.G. des 8 et 9 sept. 2013)

On reste sans voix! Comment un tel déni de la réalité est-il possible! La réaction de Bruno Chareyron de la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité) ne s'est pas fait attendre: «Trois réacteurs nucléaires doivent être refroidis en permanence avec des milliers de tonnes d'eau qui deviennent à leur tour radioactives et que l'opérateur Tepco n'a pas les moyens ni d'entreposer ni de décontaminer, je n'appelle pas cela une situation sous contrôle!»

Quand on sait que des milliers de personnes ont dû être déplacées sous la menace de la radioactivité, que Fukushima empoisonne sans relâche le milieu marin à raison de 300 tonnes d'eau radioactive déversées quotidiennement dans l'Océan Pacifique et que la Cie Tepco a démontré son impuissance à gérer la situation, les déclarations du Premier Ministre apparaissent pour le moins incongrues.

Si les autorités sportives ne semblent guère effrayées par la menace radioactive, puisqu'elles ont attribué les JO à Tokyo, il en va de même pour nos autorités fédérales qui ne paraissent pas préoccupées plus que cela par le danger que représentent nos vieilles centrales. En effet, notre gouvernement se refuse toujours à fixer une date butoir pour leur expiration!

«les centrales doivent et peuvent être exploitées tant qu'elles sont en mesure de satisfaire aux exigences en matière de sécurité technique» répète inlassablement Doris Leuthard et son équipe. Faut-il rappeler que Tchernobyl et Fukushima remplissaient ces exigences jusqu'à la minute précédant la catastrophe!

Les nouvelles dramatiques qui nous proviennent quotidiennement du Japon démontrent pourtant clairement combien les conséquences d'un accident nucléaire sont effroyables et incontrôlables. Chez nous, les risques encourus par la population augmentent au prorata du vieillissement de nos installations nucléaires. Mühleberg et Beznau I et II font partie des plus vieux réacteurs au monde encore en service! Inquiétant record!

Nous voici donc inclus dans une expérience pour le moins risquée dont les conséquences, en cas d'accident, sont inimaginables! Et pourtant, au cours de cet été, trois de nos cinq centrales nucléaires ont été mises à l'arrêt, pour révision durant plusieurs semaines sans que cela ne pose aucun problème d'approvisionnement et sans que personne ne s'en aperçoive! Au Japon, la quasi-totalité des réacteurs sont actuellement à l'arrêt! Dans un cas comme dans l'autre, à aucun moment, la population n'a été plongée dans l'obscurité!!

Alors, à quand une véritable sortie du nucléaire?

Courage, les ContrAtomistes, remettons inlassablement l'ouvrage sur le métier! La constance des antinucléaires finira bien par l'emporter: **cette Suisse sans nucléaire, nous la voulons et nous l'aurons!**

Anne-Cécile

(SIG) Services industriels de Genève **DÉMISSION DU** **DIRECTEUR GÉNÉRAL**

La récente démission du directeur général des SIG fait suite à plusieurs audits qui ont notamment révélé des investissements à risque dans l'éolien jurassien et des dysfonctionnements dans l'entreprise: André Hurter en a assumé la responsabilité. Quelles que soient les conclusions des enquêtes ordonnées par le Conseil d'administration des SIG, il convient de rappeler que cette crise ne remet pas en cause la détermination des SIG d'obtenir de l'électricité sous forme de "nouvelles énergies renouvelables" (NER) – ces dernières provenant principalement dans un avenir rapproché d'énergie photovoltaïque et éolienne.

La politique énergétique des SIG, établissement de droit public, se fonde pour l'essentiel sur la disposition constitutionnelle interdisant les installations nucléaires, ainsi que sur la Conception générale de l'énergie, qui vise une société à "2000 watts" (ce qui représente une consommation énergétique environ trois fois inférieure par rapport à la consommation actuelle). Ce seul objectif implique des économies dans tous les secteurs énergétiques, notamment l'électricité: le programme Eco21 des SIG est un élément phare des activités SIG, développé ces dernières années. En outre, la politique énergétique cantonale a l'ambition de diminuer fortement l'usage des agents

énergétiques dits "fossiles" tels que le mazout et le gaz - utilisés non seulement pour chauffer la vaste majorité des immeubles du canton, mais aussi pour produire de l'électricité: c'est en cela que réside l'importance de la politique NER poursuivie par les SIG. On ajoutera qu'il est important d'assurer dans la mesure du possible l'indépendance de l'approvisionnement énergétique du canton qui à l'heure actuelle produit seulement à peu près un quart de ses besoins en électricité.

C'est sous la conduite d'André Hurter qu'a été mise en application la stratégie énergétique définie par le Conseil d'administration des SIG – dont quelques éléments ont été évoqués ci-dessus. Outre Eco21 – un franc succès – on peut citer aussi, au bilan de André Hurter depuis sa prise de fonction en 2008: la fibre optique, le renouvellement des réseaux en tout genre, la satisfaction des usagers et des clients, un bon climat social, des résultats financiers opérationnels positifs, une communication innovante. Enfin, André Hurter a par son action, fait en sorte que "au niveau suisse, SIG est perçue comme un des leaders du virage énergétique dans notre pays". Et rien que cela, en opposition avec l'opinion dominante dans le monde des électriciens suisses, constitue un exploit remarquable.

Eric Peytremann



Ensemble pour consommer moins



ENERGIE NUCLÉAIRE EN SUISSE

Il est de plus en plus difficile de parler sérieusement du nucléaire suisse parce que les nucléocrates tournent en rond, y compris les juges des tribunaux. On décide de sortir du nucléaire, mais on ne donne pas de date. On est pour l'énergie renouvelable, mais on investit très peu d'argent. La dernière «information» vient de notre conseillère fédérale Doris Leuthard concernant la Stratégie énergétique 2050. Elle défend que l'arrêt d'une centrale nucléaire ne doit pas être défini par le temps d'exploitation mais seulement par la sécurité. Elle oublie (volontairement?) que la sécurité n'est pas une loi mathématique: elle est définie par le risque qu'on veut bien prendre. Prenons par exemple les feux rouges, considérés jusqu'à présent par les CFF comme sûrs, mais le dernier accident a bien montré la limite de cette sécurité. Une fissure au manteau de la centrale nucléaire de Mühleberg est à considérer comme un feu rouge. Ces fissures sont le signe de vieillissement des soudures, de fatigue, un phénomène connu par les métallurgistes qu'on appelle corrosion sous contrainte. Cette corrosion sous contrainte continue à grandir, c'est seulement une question de vitesse d'avancement. On peut réduire cette vitesse en réduisant les contraintes, mais on ne peut pas arrêter la fissuration. Le propriétaire, FMB/BKW, a installé quatre tirants («agrafes» selon Anne-Cécile) en guise de réparation; un bricolage que même l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) a considéré insuffisant en déclarant le 26 septembre 2011: «Les tirants d'ancrage montés il y a 15 ans ne satisfont en effet pas aux exigences de l'IFSN pour la prolongation de l'exploitation sur le long terme». Néanmoins, deux ans plus tard rien n'est fait et l'exploitation continue, toujours sans limitation!!! Où est la sécurité??? D'autres exemples de risques importants à Mühleberg:

17 systèmes d'urgences ne résisteraient pas au tremblement de terre. Il manque une deuxième source de refroidissement d'urgence, indépendante de l'Aar. Le barrage en amont ne résisterait pas à un tremblement de terre exceptionnel.

Le refroidissement des bassins des éléments de combustible radioactif n'est pas garanti sous l'effet de tremblement de terre.

Une initiative cantonale bernoise «Stop Mühleberg» a aussi abouti, mais le gouvernement prépare un contre-projet; la votation aura probablement lieu en 2014. Si cette initiative est acceptée, la centrale de Mühleberg sera arrêtée immédiatement. Les centrales nucléaires de Beznau ne vont pas mieux. La direction a parlé d'un investissement de 700 millions CHF pour mettre ces deux installations (Beznau 1 et 2) à niveau! Des activistes de Greenpeace ont «fêté» l'anniversaire de Beznau sous le slogan «Nous ne sommes pas

des cobayes: stop Beznau» et ont offert un monument de 3 mètres de hauteur à la centrale le 1er septembre. **Bravo!**

Le Tribunal Fédéral quant à lui a rendu deux jugements contradictoires. En mars 2013, il a déclaré que seule l'IFSN est apte à juger le risque d'exploitation d'une centrale nucléaire, les autres instances n'ayant pas de personnel qualifié (voir ContrAtom N° 111). Puis, en juin 2013, ils ont déclaré que le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) doit répondre aux opposants à l'autorisation d'exploitation illimitée de la centrale de Mühleberg. Malheureusement ces décisions nous coûtent beaucoup d'argent, environ CHF 200 000. Vous pouvez soutenir les opposants en versant de l'argent à ContrAtom en mentionnant «Mühleberg Verfahren» ou en commandant des bouteilles d'«eau de refroidissement» (Infusion de mate avec arôme de citron vert) à CHF 10.- chez nous (info@contratom.ch) ou directement chez www.muehleberg-ver-fahren.ch ou encore vous versez 9CHF en envoyant un SMS au numéro 488 (support mvf).

Comment pouvons-nous avoir confiance en nos institutions?

M. Wanner, directeur de l'IFSN a présenté une limite de sécurité claire, constante dans le temps, comme une loi mathématique, sans donner plus de définition. Pourtant, il est bien connu que la courbe des incidents en fonction du temps ressemble à une baignoire, c'est-à-dire qu'il y a beaucoup de risques au début (maladies d'enfance), après il y a une période de risques réduits et ces risques augmentent fortement avec l'âge. Un spécialiste allemand de la sécurité nucléaire, Dieter Majer, a critiqué très fortement dans une publication (Le Temps du 27.6.13 et dans ce journal) la sécurité de nos trois vieilles centrales nucléaires (Mühleberg, Beznau 1 et 2) pour les mêmes raisons. Un membre de l'IFSN, M. Grözinger, a répondu dans le style de l'institut: transparence, indépendance, compétence, blablabla sans apporter du concret, rien que des phrases en l'air.

Du césium 137 dans le lac de Bienne

Les recherches des géologues de l'université de Genève dans le sédiment du lac de Bienne ont mis à jour de l'isotope Césium 137 (n'existe pas dans la nature), situé vers les années 2000 (aussi des traces plus fortes vers 1986, Tchernobyl). L'IFSN a dit être au courant et ne conteste pas vraiment l'origine (Mühleberg), mais le maire de la ville de Bienne à l'époque n'était pas informé. Pourtant, deux tiers de l'eau potable de la ville est pompé du lac. Où est la transparence? Le contrôle de la radioactivité de l'eau en aval de la centrale se fait seulement une fois par mois et en plus, il y a souvent des pannes de mesures! Heureusement un groupe d'AKW-ADE de Berne a fait une spectaculaire action en faisant flotter des tonneaux jaunes «radioactifs» sur le lac pour alerter la population. **Bravo!**

L'IFSN est aussi champion pour faire traîner les décisions, voir ci-dessus l'histoire des ancrages du manteau de Mühleberg (déjà 17 ans que ça dure). D'autres exemples sont les nombreux rapports jamais publiés, le dernier en date étant le rapport FMB sur les mesures à prendre pour rendre la centrale de Mühleberg conforme aux normes de «sécurité» suisses. Ce n'est probablement pas un hasard si les plus vieilles centrales nucléaires encore en exploitation dans le monde sont en Suisse.

Les coûts du démantèlement des centrales sous évalués

Les **comptes** des centrales nucléaires suisses ne vont pas mieux. Selon la loi sur l'énergie nucléaire (LENu), les exploitants d'installations nucléaires sont tenus d'évacuer à leurs frais les déchets radioactifs produits par eux ainsi que les coûts de la désaffectation des installations. Ces coûts devraient être couverts par deux fonds indépendants, révisé tous les cinq ans et soumis à la surveillance du Conseil fédéral. Le Conseil fédéral a lancé en août 2013 une consultation sur la révision des deux fonds. Le changement proposé corrige deux phénomènes: les coûts de désaffectation et pour la gestion des déchets étaient sous-estimés et le rendement des placements surestimés. Ces calculs sont faits pour une durée de vie des centrales de 50 ans. C'est un peu similaire à nos caisses de retraites qui ont aussi changé fortement les rendements d'investissement. Les frais supplémentaires à payer par les exploitants s'élèvent à 1,1 milliard de francs pour le fonds de gestion des déchets et à 500 millions de francs pour le fonds de désaffectation. En d'autres termes: il manque environ la moitié dans ces fonds! Les exploitants des centrales nucléaires contestent ces faits et demandent déjà maintenant une prolongation à 60 ans! Il y a bien sûr une problématique autour de ces coûts parce qu'une grande partie des exploitants nucléaires est majoritairement dans les mains publiques (AXPO, BKW, ALPIQ) et ces frais vont diminuer les bénéfices et réduire

les dividendes. Le directeur général d'AXPO, M. Karrer, a déjà mis en garde: un arrêt avancé de la centrale de Beznau coûtera plusieurs centaines de millions de francs à la Confédération et pour la totalité des centrales nucléaires suisses même des milliards.

Les lenteurs de la politique suisse

Au niveau de la **politique suisse**, ça n'avance pas vite. Selon les informations d'Eric Nussbaumer (PS-BL, président de la Commission de l'énergie du Conseil national) à l'assemblée générale de l'alliance «Non au nucléaire», dont ContrAtom fait partie, l'initiative de sortie du nucléaire (avec une durée de vie maximal à 45 ans) va passer probablement en 2014 en votation, opposée à un contre-projet, et l'autre initiative «Efficacité électrique» en 2015. Le parlement travaille sur les modifications des lois sur l'énergie (LEne) et sur l'énergie nucléaire (LENu), mais c'est très difficile de trouver une majorité. Un des compromis était de limiter la durée de vie des centrales nucléaires à 50 ans, mais comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, cela a été rayé du projet du Conseil fédéral. Le Conseil fédéral a lancé le deuxième tour de la «Stratégie énergétique 2050» suite à la consultation fin 2012 (459 prises de position, dont une de ContrAtom), mais justement sans délai pour la sortie du nucléaire et sans ambitions pour réaliser le tournant énergétique vers les énergies renouvelables (lire à ce sujet le communiqué de l'alliance «Non au nucléaire»).

Quel avenir? Il faut vraiment continuer de lutter contre l'énergie nucléaire, car elle présente trop de risques, de plus, le problème des déchets n'est toujours pas résolu. La meilleure option est d'économiser de l'énergie électrique et de n'utiliser que des énergies renouvelables.

Erwin Weiss



Photo: JJK

Communiqué de presse de l'Alliance «Non au nucléaire».

Berne, le 4 septembre 2013



Message du Conseil fédéral sur la Stratégie énergétique 2050

Il faut planifier l'arrêt des centrales nucléaires ! Appel au Parlement !

L'alliance « Non au nucléaire » salue le fait que le message du Conseil fédéral sur la Stratégie énergétique 2050 ne prévoit pas d'autorisation-cadre pour de nouvelles centrales nucléaires. Mais il y manque une régulation claire de l'arrêt des centrales nucléaires existantes. Cela aggrave encore la situation sécuritaire des centrales nucléaires suisses.

L'alliance soutient l'objectif général de la nouvelle politique énergétique. Elle salue le fait que selon l'article 12, alinéa 4 il ne pourra plus être accordé de nouvelle autorisation générale pour la construction d'une centrale nucléaire. Cette disposition garantit qu'on ne pourra plus construire et exploiter de nouvelles centrales nucléaires en Suisse. Il manque toutefois une réglementation claire concernant les centrales nucléaires existantes.

Un champ d'expérimentation précaire

Contrairement au Parlement, qui discute au moins d'une réglementation sur l'arrêt des centrales, le Conseil fédéral n'a pas dévié de l'attitude qu'il a eue jusqu'ici. Les inquiétantes nouvelles de Fukushima nous montrent pourtant chaque jour combien les conséquences d'un accident nucléaire sont effroyables et incontrôlables. En Suisse, la mise en danger de la population augmente chaque jour ; les réacteurs de Beznau I et II, ainsi que celui de Mühleberg font partie des plus vieux encore en service sur la planète. Les rénover ne suffira pas à leur faire atteindre les normes de sécurité actuelles. La Suisse se trouve dans un champ expérimental très risqué ; les conséquences d'un accident sont inimaginables.

Il faut une planification claire

L'alliance « Non au nucléaire » appelle les Parlementaires à corriger le message du Conseil fédéral dans le bon sens et à le compléter d'une réglementation claire pour arrêter les centrales existantes. Il est inadmissible que le risque augmente encore pour la population suisse après la catastrophe à Fukushima. C'est la raison pour laquelle il faut arrêter immédiatement les antiquités nucléaires que sont les centrales de Mühleberg, Beznau I et Beznau II !

L'alliance « Non au nucléaire »

L'alliance « Non au nucléaire » mise sur l'avenir et sur une exploitation environnementalement et socialement supportable des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Elle s'engage contre la construction de nouvelles centrales nucléaires et pour que la Suisse sorte rapidement du nucléaire.

Vous trouverez de plus amples informations sur l'alliance, ainsi que sur les risques et dangers liés à l'énergie atomique sur notre site www.non-au-nucleaire.ch.

Contactez l'alliance « Non au nucléaire » :

Christian van Singer
Vice-président de l'alliance « Non au nucléaire »
Sortir du nucléaire
E-mail : christian.vansinger@parl.ch
Téléphone portable : +41 (0)78 793 61 78

Jürg Buri
Président de l'alliance « Non au nucléaire »
Directeur de la Fondation suisse de l'énergie (SES)
E-mail : juerg.buri@energiestiftung.ch
Téléphone portable : +41 (0)78 627 84 14

Bureau de l'alliance « Non au nucléaire »
c/o Greenpeace Suisse
Heinrichstrasse 147 • Case postale
CH – 8031 Zurich
info@non-au-nucleaire.ch
Tél. +41 44 447 41 41

Service médias de l'alliance « Non au nucléaire »
Falkenplatz 11 • Case postale 5815
CH – 3001 Berne
medias@non-au-nucleaire.ch
Tél. +41 31 313 33 34
www.non-au-nucleaire.ch

LE RISQUE NUCLÉAIRE EST TROP ÉLEVÉ EN SUISSE.

*"Texte de Dieter Majer
publié dans le journal le Temps le 26 juin 2013"*

Dans de nombreux pays, une nouvelle attitude critique à l'égard de l'usage de l'énergie nucléaire a émergé à la suite des accidents nucléaires majeurs de Three Mile Island (USA, 1979), de Tchernobyl (Ukraine, 1986) et de Fukushima (Japon, 2011). Des programmes de développement de la filière nucléaire ont été enterrés, notamment en Suisse. La question qui demeure aujourd'hui est de savoir combien de temps faut-il encore prolonger l'activité de centrales nucléaires déjà vétustes?

Durant la période où j'officialisais en tant que président de la délégation allemande de la Commission germano-suisse pour la sécurité des installations nucléaires, mais aussi durant les nombreuses années où j'ai pu observer l'activité de l'autorité suisse de surveillance du nucléaire, je n'ai pas toujours compris l'évaluation des risques pratiquée par les Suisses.

Du fait de leur conception et des lois inhérentes aux systèmes physiques, les centrales nucléaires représentent un danger potentiel énorme. Il faut ajouter à cela que les centrales nucléaires suisses font partie des plus âgées d'Europe et qu'elles ne correspondent pas aux standards techniques actuels, présentant ainsi différents défauts de sécurité.

Suite aux attentats du 11 septembre 2001, le risque d'une attaque terroriste menée depuis le ciel est apparu comme une évidence. En Suisse, ce risque a été nié en se basant sur la faible probabilité d'un tel attentat. Cette situation est attribuable au fait qu'en Suisse, la sécurité n'est pas toujours le critère décisif lorsqu'il s'agit du rééquipement d'une centrale. Bien souvent, c'est la faisabilité technique qui prime. Ainsi, ce n'est pas l'état actuel de la science et de la technologie qui sert de référence, mais plutôt les techniques qu'il est possible de mettre en oeuvre sur des structures existantes. Pour cette raison, des mesures qui devraient être réalisées pour des questions de sécurité sont abandonnées car elles sont difficiles à réaliser d'un point de vue technique. Cette approche n'est pas satisfaisante en termes de prévention des risques.

Les deux réacteurs à eau pressurisée de la centrale de Beznau ont été développés et construits dans les années 1960. Depuis, la conception de ce type de réacteurs s'est considérablement perfectionnée. Si des améliorations importantes ont bel et bien été réalisées en Suisse, certaines lacunes n'ont pas été compensées en raison de contraintes spatiales et structurelles. L'épaisseur des enceintes de confinement de ces réacteurs constitue une faiblesse importante, car on estime qu'elles ne résisteraient pas à un crash d'avion. Un tel événement entraînerait la fuite d'une grande quantité de

matières radioactives dans l'environnement. La centrale de Beznau est également particulièrement exposée aux accidents. Pour toutes ces raisons, la centrale allemande d'Obrigheim, qui est de conception similaire, a été mise à l'arrêt en mai 2005 déjà, et ce, malgré la demande de prolongation de la durée d'exploitation déposée par son exploitant.

Pour des raisons conceptuelles, la prolongation de l'activité du réacteur à eau bouillante de la centrale de Mühleberg est plus que contestable. Conçu de manière très similaire aux réacteurs accidentés de Fukushima, il présente des insuffisances significatives pour la sécurité et est particulièrement enclin aux fissures. Le réacteur de Würgassen, en Allemagne, très similaire à celui de Mühleberg, a été arrêté en 1997 déjà. Située en aval d'un barrage et de sa retenue d'eau, la centrale de Mühleberg est également très exposée au dangers d'une inondation. Les autres deux installations nucléaires du pays présentent aussi des défauts de conception liés à leur année de construction, défauts qui n'ont jamais été corrigés.

Le vieillissement des équipements est particulièrement problématique dans les centrales les plus anciennes. Par vieillissement, on entend la modification des propriétés au cours du temps. Ainsi, que ce soit les bâtiments, les systèmes de sécurités, les équipements électriques, ou même les méthodes de travail, tous les éléments constitutifs d'une centrale nucléaire sont sujet au vieillissement. Bien souvent, ses effets ne deviennent visibles que lorsque surviennent des dommages, car ces mécanismes s'opèrent dans des microstructures et ne sont souvent pas détectables. Cela peut devenir particulièrement dangereux lorsque les effets du vieillissement n'apparaissent qu'en raison d'un incident, les systèmes de sécurité prévus pour le maîtriser n'ayant pas fonctionné. L'état réel d'un composant ne devient clair qu'avec l'apparition de problèmes. Et comme un incident ne peut pas être simulé de manière fiable, il est de fait impossible de démontrer qu'une centrale nucléaire est sûre, même si les exploitants aiment à déclarer que c'est le cas. Le risque d'une défaillance, liée au vieillissement, de composants importants d'un point de vue de la sécurité grandit chaque année en Suisse, où trois des cinq réacteurs ont déjà dépassé les 40 années de fonctionnement.

Il faut en conclure que le monde politique et la population ne devraient plus tolérer le danger que représentent les centrales nucléaires suisses. Dès lors, une sortie rapide du nucléaire s'impose, en Suisse aussi.

Dieter Majer, 67 ans, était jusqu'en 2011 le directeur du département de sécurité nucléaire au sein du ministère de l'environnement allemand, et a pris part aux procédures de mise à l'arrêt de nombreuses centrales nucléaires. Il a également été le président de la délégation allemande de la Commission germano-suisse pour la sécurité des installations nucléaires.

DES NOUVELLES DU BUGEY

la commission d'enquête a rendu un avis favorable pour la construction d'un dépôt de déchets nucléaires sur la site du Bugey, les opposants réagissent et écrivent une lettre au préfet de L'Ain.

L'association Sortir Du Nucléaire BUGEY
28 impasse des Bonnes
01360 Loyettes

Monsieur le Préfet de l'Ain
Préfecture de l'Ain
01000 Bourg en Bresse

Le 24 août 2013

Objet: le permis de construire de l'ICEDA Commune de St Vulbas

Monsieur le Préfet,

Nous venons par la présente attirer votre attention sur le permis de construire de l'ICEDA pour lequel votre accord et signature sont sollicités.

En effet, ignorant toutes les insuffisances techniques du dossier, la commission d'enquête a rendu, le 28 juillet 2013, un avis favorable pour la construction du stockage des déchets nucléaires activés sur le site nucléaire de Bugey.

Toutes les remarques et demandes concernant la sécurisation du site, les incohérences dans

les chiffres donnés par EDF sur les quantités stockées et sur les rejets, ont été complètement ignorées par la Commission d'Enquête et son président Mr Jean-Pierre BLACHIER, expert judiciaire en charge de dossiers liés au Commissariat à l'Énergie Atomique.

Pourtant:

- Les 10 personnes qui se sont déclarées favorables au projet sont toutes, directement ou pas, liées à l'industrie nucléaire et donc intéressées personnellement par cette construction.

- Les 105 personnes défavorables au projet sont venues présenter des observations souvent très techniques et à considérer.

En voici quelques unes:

- L'inventaire quantitatif est contestable du fait de nombreuses contradictions: en 2006, EDF évaluait les déchets radioactifs produits par le démantèlement des réacteurs nucléaires arrêtés à **300 000 tonnes**, mais en 2012 l'entreprise évoque seulement **180 000 tonnes** ... qui devraient être acheminés, triés et conditionnés.

- D'autre part, le projet, de par sa superficie, ne peut abriter que 2000 colis...or l'**Andra** (Agence Nationale pour la gestion des déchets nucléaires) évalue le besoin à 1 million de colis, pour la gestion des déchets concernés!

- L'inventaire radiologique lui aussi est contestable : alors qu'EDF évalue pour les déchets de graphite une densité radioactive de **704 Bq par gramme**, l'**Andra** pour sa part, la situe à **12 500 Bq/g!**

- Les rejets radioactifs posent aussi problème : alors que les commissaires enquêteurs affirment que les rejets atmosphériques d'ICEDA seront **négligeables** par rapport au CNPE (Centre national de production d'électricité), d'autres documents EDF indiquent que l'ICEDA rejettera **16 fois plus de tritium et 6 fois plus** pour tous les radionucléides confondus !

- ICEDA est prévu à **10 mètres du Rhône** : EDF n'a pas répondu de façon **claire et concrète** à l'Autorité environnementale en ce qui concerne l'impact de ce stockage à très haut risque pour le fleuve et pour l'énorme nappe souterraine qui alimente toute l'agglomération lyonnaise.

- Au sujet des risques liés à l'inondation du site, la rupture du barrage de Vouglans engendrerait la situation la plus critique. EDF admet que cela provoquerait une vague de plus de **10 mètres sur la rivière Ain**, mais sans inonder le site nucléaire...elle passerait à côté. EDF affirme que toutes les précautions d'usage pour protéger le site ont été prises (le muret qu'elle a construit pour protéger les réacteurs nucléaires assurerait une marge de sécurité de 13 cm après un parcours de 100 km depuis le barrage....) **Pour l'ICEDA, aucune protection n'est prévue...**

- Sur le chapitre du risque sismique, les affirmations rassurantes de l'exploitant ne reposent sur rien de vraiment crédible.

- Enfin le point, peut être le plus inquiétant, concerne les risques liés à la radioactivité des déchets nucléaires stockés, sachant que les containers de béton se fissurent lorsqu'ils sont soumis à une forte température. **Le seuil limite pourra être atteint rapidement** du fait du dégagement de chaleur des déchets radioactifs...

Si la concentration d'hydrogène libérée par radiolyse dépasse 4%, **il y aura alors risque d'explosion.**

Nous voyons bien avec Fukushima qu'un incendie d'origine radioactive ne s'arrête pas avant des mois, voir des années et nécessite des apports continus d'eau qui, chargés d'éléments radioactifs finiront là non pas dans la mer mais... dans le Rhône.

Aucune réponse n'a été apportée à toutes ces interrogations par le maître d'ouvrage EDF.

Nous ne comprenons pas que l'avis favorable donné ne comporte pas de demande d'examen complémentaire!

Cette enquête publique ainsi conclue, sans tenir compte des avis exposés, montre encore une fois que cette consultation réglementaire n'est qu'un simulacre de démocratie qui servira le maître d'ouvrage. EDF veut avancer son chantier... et obtient ce qu'elle veut... des mairies... des commissaires enquêteurs...

Nous nous posons très sérieusement la question de l'indépendance des commissaires désignés ...

Nous attirons votre attention sur le fait que les pollutions générées par ce stockage massif de déchets collectés dans les centrales en démantèlement et dans les centrales en activité, avec les risques qu'un tel ouvrage fait porter sur toute la vallée du Rhône, ceci n'est pas du virtuel !

EDF produit des déchets radioactifs mais ne sait pas les gérer et la solution qu'elle propose à Saint Vulbas n'est pas une solution acceptable en l'état.

Monsieur le Préfet, en signant l'autorisation pour le permis de construire tel qu'il est, malgré toutes ses incohérences et insuffisances, vous engagerez votre responsabilité et celle de l'Etat.

Nous espérons que vous voudrez bien entendre nos arguments et reconsidérer cette construction qui, en l'état, générera des rejets radioactifs très toxiques, et fera peser des risques majeurs sur toute la région et bien au delà sur toute la vallée du Rhône.

Dans cette attente, nous vous adressons, Monsieur le Préfet nos respectueuses salutations.

Madeleine Chatard Leculier

Présidente de SDN Bugey

Copie adressée aux élus et à la presse



Photo: JJK

FUKUSHIMA: UN DÉSASTRE (ET UN CRIME) EN COURS

Impossible de tout dire sur les (pourtant peu) d'infos qui filtrent sur Fukushima. En réalité, personne ne sait l'étendue des dégâts et du danger, et ceux qui savent le plus se taisent ou mentent: TEPCO, gouvernement japonais et américain - et évidemment les complices de toujours, AIEA, OMS et consorts. Quelques éléments récents sur cette complicité criminelle:

Mars 2013, les militaires américains irradiés à Fukushima abandonnés 70,000 militaires U.S. ont participé aux opérations de secours immédiatement après le tsunami. Beaucoup, à bord de bateaux au large de Fukushima ou stationnés à terre sur une base située à 100 kilomètres, ont été sévèrement irradiés. Déjà 150 d'entre eux souffrent de tumeurs, saignements internes, perte de cheveux, etc., et portent plainte contre la TEPCO pour avoir donné de faux renseignements à leurs supérieurs.

L'armée a d'abord entrepris un suivi extrêmement fouillé des personnes irradiées, y compris les enfants des militaires sur place (tenant compte de leur susceptibilité aux radiations selon leur âge, etc.) Huit mille personnes ont été examinées pour irradiations internes. Mais après deux ans, coup de théâtre, les autorités ont liquidé le programme de suivi, en décrétant qu'il n'y avait pas eu une contamination suffisante pour le justifier. Elles ont justifié cela par une estimation des dose moyennes reçues (les moyennes sont toujours commodes pour noyer le poisson !) en conformité avec celles du gouvernement japonais et de l'OMS. Ce suivi risquait sans doute de faire trop d'ombre au nucléaire civil aux Etats-Unis, où il y a beaucoup de centrales du même modèle que celles de Fukushima.

Pourtant, les américains savaient bien que les chiffres officiels étaient faux, comme le témoigne la transcription d'une réunion de scientifiques du Nuclear Regulatory Commission (NRC), interrompue par la nouvelle des explosions de deux des réacteurs quelques jours après le tsunami. On les informe qu'un porte-avions à 180 kilomètres de Fukushima, *dans un port 10 km. plus au sud que Tokyo* est en train de mesurer dans l'air des niveaux alarmants, des doses en contradiction avec les informations officielles. Ce qui n'a pas empêché le NRC de publier simultanément des communiqués quotidiens assurant que le public ne risquait rien... (Source : www.Japanfocus.org)

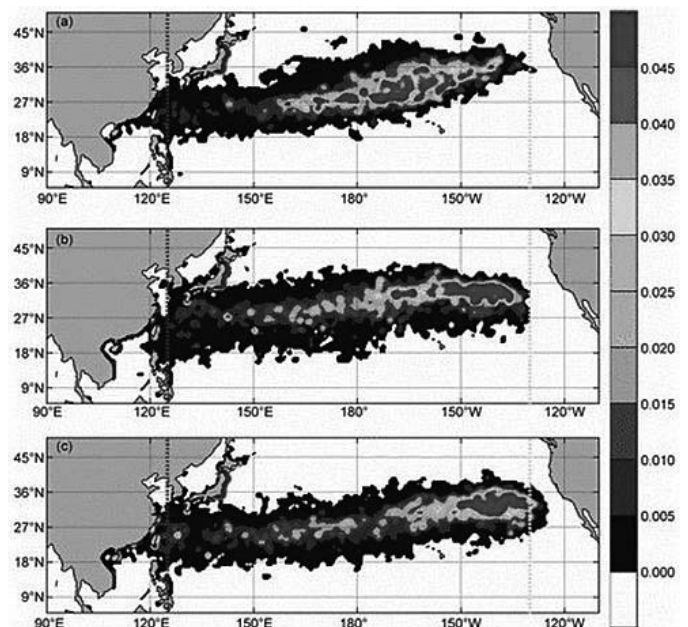
juillet 2013, L'omerta de l'ONU scandalise les Belges. La Radio Télévision belge rapporte que l'UNSCEAR, l'organisme des Nations-unies chargé d'évaluer les conséquences de catastrophes nucléaires et des radiations a préparé un rapport sur Fukushima qui a suscité l'indignation de la délégation belge, au point qu'ils

menacent de ne pas le signer: «Tout semble fait et rédigé pour minimiser les conséquences de la catastrophe de Fukushima. On revient même en arrière sur les enseignements de Tchernobyl et d'autres études». Les estimations des doses reçues par les populations sont diluées dans des moyennes peu pertinentes, tout comme d'ailleurs celles encaissées par les dizaines de milliers travailleurs sur le site de la centrale accidentée, dont les autorités japonaises et TEPCO refusent de communiquer le détail.

L'analyse de l'UNSCEAR exclut à priori, tout risque potentiel pour les fœtus ou pour l'hérédité. Pour le risque de cancer, elle estime qu'il n'y pas trop à s'en faire puisque les doses de radioactivité seraient trop faibles pour générer un effet visible. De telles hypothèses ont fâché plusieurs experts dont les belges, car les enseignements de Tchernobyl ainsi que de de nombreuses recherches ces dernières années montrent que les faibles doses peuvent avoir des effets. Or, des experts russes, biélorusses et américains (rejoints aujourd'hui par les japonais !) qui sévissent à l'UNSCEAR et l'AIEA et le CIPR (Commission internationale de protection radiologique) tentent de revenir en arrière sur ces évolutions de la science des radiations. On veut faire passer l'idée d'un seuil de *100 millisieverts*, en dessous duquel aucun effet sur la santé ne serait à craindre. Pour rappel, les recommandations internationales de la CIPR parlent de *1mSv* par an pour les populations et de *20 mSv* par an pour les travailleurs. **Les études récentes montrent que des doses entre 10 et 100 mSv peuvent avoir des effets:** cancers, atteintes à l'embryon, perturbations héréditaires, maladies cardiovasculaires et cataractes.

Aout 2013, Savoir doser... la communication

Les élections de 2011 passées, la TEPCO pouvait admettre enfin – après l'avoir nié pendant des mois – que de l'eau hautement radioactive s'écoulait dans la mer. (Encore 300 tonnes en quelques jours début août. On a mesuré jusqu'à 2600 becquerels par litre dans l'eau de mer). En août, Tokyo ayant été choisie pour les Olympiques, la TEPCO a



pu de nouveau rendre public des fuites de vapeur radioactive périodiques...

La bonne nouvelle est que

Malgré son nouveau gouvernement pro-nucléaire (un ministre a même proposé d'interdire aux citoyens de posséder un compteur Geiger!), le Japon se retrouve à nouveau sans aucun réacteur nucléaire en fonctionnement. Un dossier de demande de redémarrage a été déposé pour 12 réacteurs, dont 5 ont déjà été rejetés. Il ne reste que 7 réacteurs en course... sur 50. Aucun ne satisfait aux nouvelles normes anti-sismiques et il pourrait être trop coûteux de mettre certains à niveau. Sans compter avec l'opposition populaire, qui a suscité les plus grandes manif depuis les années '70.

Au niveau mondial, 19 réacteurs ont été arrêtés en 2011, alors que « seulement » 7 ont été mis en service. Cinq pays ont annoncé leur sortie progressive du nucléaire et six autres (dont la Chine) ont suspendu ou remis à plus tard des projets de construction.

Les complicités criminelles de gouvernements et experts qui ont occulté la vérité sur Tchernobyl vont-elles donner un nouveau sursis au nucléaire ? La contre-information est plus que jamais essentielle.

P.S. Croisez les doigts! Sous pression internationale, la TEPCO se prépare à retirer l'énorme stock de combustibles usés de la piscine branlante au-dessus du réacteur numéro 4. Opération nécessaire, mais une fausse manoeuvre pourrait déclencher une réaction nucléaire de fission incontrôlable (pour vous faire peur:

<http://fukushima.over-blog.fr/>

Olivier De Marcellus



EPIDÉMIE DE MALFORMATIONS EN IRAK: CENSURE DE L'OMS

L'utilisation de projectiles d'uranium appauvri (aussi employé par l'OTAN aux Balkans et en Libye) aurait provoqué une hausse vertigineuse de malformations congénitales (ainsi que de cancers, leucémies, etc.) en Irak: jusqu'à 144 sur 1000 naissances à Fallujah! Une étude de l'OMS liant l'épidémie à l'uranium appauvri a été rédigé en 2004, mais tenue secret, selon son auteur sous pression de l'AIEA. Une décennie plus tard, l'OMS a fait une nouvelle étude, mais sans chercher une corrélation entre l'épidémie et l'uranium appauvri... Puis, elle a de nouveau refusé de publier! Finalement, seul un résumé tronqué (non-signé par l'OMS) a été rendu public par le Ministère de la Santé de l'Irak. Il prétend qu'il n'y a « aucune preuve claire » d'une épidémie de malformations en Irak, alors qu'en mars le même Ministère affirmait en détenir des preuves irréfutables...

O.D.M

ENCORE UN PETIT SECRET: LA BOMBE QUI A FAILLI PÉTER AUX ETATS-UNIS

Un document officiel qui vient d'être déclassifié, nous apprend que l'Air Force a lâché une bombe atomique 260 fois plus puissante que celle d'Hiroshima sur la Caroline du Nord. En janvier 1961, un B-52 en perdition a perdu deux bombes H (quatre autres sont de nouveau tombées en Espagne, à Palomares, en 1966).

Trois des quatre mécanismes de sûreté ayant dysfonctionnés, seul le quatrième et le moins sûr a évité une explosion qui aurait ravagé Washington et une bonne partie de la côte est des Etats-Unis. Rien qu'entre 1950 et 1968, les ricains ont documenté 700 accidents « importants » et 1,250 « incidents » concernant leurs armes nucléaires - tout en assurant le public qu'une explosion accidentelle était impossible.

O.D.M

DAVID CONTRE GOLIATH: UN ABORIGÈNE REFUSE LES MILLIONS D'AREVA!

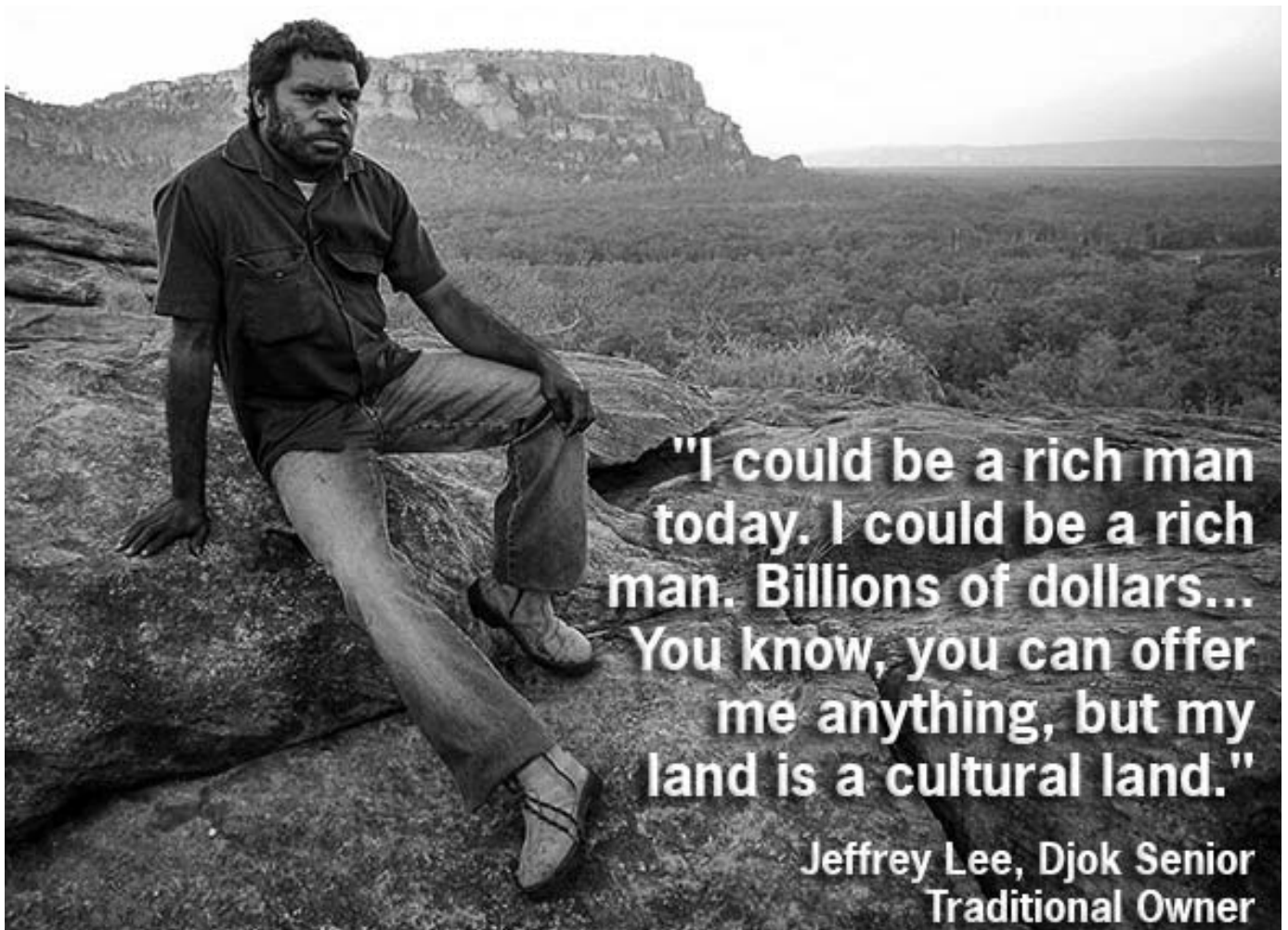
Depuis des années, un aborigène refuse de vendre les terres dont il a hérité en tant qu'aîné de sa fratrie et qui renferment d'importants gisements d'uranium (14'000tonnes!) à AREVA, le géant nucléaire français!

Jeffrey Lee (à ne pas confondre avec Jeffrey Lee Pierce, leader décédé du célèbre groupe rock The Gun Club), né en 1971 est donc garde au parc national de Kakadu en Australie. En 1979, lors de la création de ce parc, une enclave d'une douzaine de km² avait été «habilement» évitée par les autorités, se retrouvant de ce fait privée de protection légale. Areva est allé jusqu'à proposer 5 millions de dollars australiens (plus de 4 millions de CHF) à Jeffrey Lee pour son terrain. Jeffrey Lee dit avoir fait l'objet de «pressions énormes» et «d'avoir peur».

En 2007 déjà, il déclarait ne pas être intéressé par l'argent: «I'm not interested in money. I've got a job. (...) I can go fishing and hunting. I can buy tucker. That's all that matters to me». (Je ne suis pas intéressé par l'argent. J'ai un

boulot. Je peux pêcher et chasser. Je peux acheter de la nourriture. C'est tout ce qui compte pour moi.» Il déclarait également au Sydney Morning Herald: «J'ai peur que quelqu'un ne dérange ma terre. Il y a des sites sacrés dont je dois m'occuper. C'est ma responsabilité. L'argent que ces entrepreneurs veulent m'offrir, ça ne veut rien dire». Concernant l'intégration de son territoire au parc, il affirmait également: «Cela assurerait que les plantes, l'eau et les lois traditionnelles transmises de père en fils seront respectées.

Le gisement est estimé à deux milliards de dollars australiens. Lorsque Jeffrey Lee a demandé que Koongarra soit intégré dans le parc national, il a reçu le soutien d'un ministre, Peter Garrett. En 2011, une délégation australienne avait fait le voyage jusqu'à Paris pour rencontrer le comité de l'Unesco et le convaincre de classer le site. Selon un média australien, «le gouvernement a déclaré que le géant de l'énergie Areva avait formellement demandé que la nomination de Koongarra soit retirée de l'agenda de la rencontre». Le journal avance également que l'Aborigène a reçu «d'énormes pressions» pour cesser d'entraver les projets miniers d'Areva, et aurait pu devenir «l'homme le plus riche d'Australie» s'il avait cédé. «Il est légitime d'estimer que ces offres d'Areva relevaient de la corruption, pas nécessairement sur le plan



"I could be a rich man today. I could be a rich man. Billions of dollars... You know, you can offer me anything, but my land is a cultural land."

Jeffrey Lee, Djok Senior Traditional Owner

juridique mais assurément sur le plan moral», accuse l'Observatoire du nucléaire.

En intégrant ces terres au parc de Kakadu en 2011, l'Unesco a classé le territoire de Koongarra au patrimoine mondial. Le gisement d'uranium de Koongarra est situé à seulement trois kilomètres de Nourlangie Rock, un des hauts lieux touristiques de Kakadu. Puis en février 2012, ce territoire a intégré pleinement le reste du parc national.

Sur le site Environment News Service, Jeffrey Lee explique aussi: «J'ai dit non aux mines d'uranium à Koongarra, car je crois que la terre et les croyances propres à ma culture sont plus importantes que l'exploitation minière et l'argent. L'argent va et vient, mais la terre est toujours là, subsiste toujours si nous nous en occupons, et s'occupera toujours de nous.»

A Koongarra se trouve également de l'art rupestre aborigène, des sites sacrés, des roches ocre et de la brousse. Dans la conception aborigène du «temps du rêve», explique Environment News Service, le site abrite aussi la demeure de Namarrgon, être mythique qui manie la foudre, et «ancêtre créateur responsable d'un spectaculaire orage électrique sur le plateau d'Arnhem».

Namarrgon, être électrique plus fort que Areva? En tout cas

AREVA: GRANDEUR ET DÉCADENCE?

En juin 2002, (comme le temps passe, c'est fou ce que je vieillis), je vous narrais la création de l'entreprise française AREVA: «Fin 2001 un nouveau holding du nucléaire a été créé, AREVA (...) Le nom d'AREVA a été choisi entre autres car il peut se prononcer aisément en anglais, en japonais (où il signifie «et ça commence») , tout cela pour correspondre aux ambitions mondiales d'Areva. Ce nom a été repris d'une abbaye cistercienne (Arevalo en Espagne) car selon certains technocrates la structure merveilleusement belle et équilibrée d'Areva évoque l'architecture cistercienne...» (1)

Onze ans après, que reste-t-il des brillantes ambitions esthétiques et hégémoniques de notre cher ennemi AREVA? Il reste de gros, gros, gros soucis pour son Directeur, Luc Oursel, qui a succédé à Anne Lauvergeon... Prenons un exemple récent, en septembre 2013, un nouveau retard sur le chantier de l'EPR en Finlande est révélé par le Canard Enchaîné (2). On pourrait croire que c'est un gag, et en effet c'est une très mauvaise vanne : une vanne destinée à injecter des additifs chimiques dans un circuit de sécurité a été montée à l'envers! «Ce qui devait être à gauche était à droite, ce qui devait être à droite était à gauche», confirme le directeur de l'Autorité de Sûreté Nucléaire. La vanne en question mesure deux mètres de long sur un mètre de large! Le document d'Areva qui tente d'analyser les causes de l'incident mentionne noir



une bien belle histoire qui nous démontre que face à quelqu'un de «droit dans ses bottes», l'argent n'est pas encore tout puissant!

Philippe Gobet

Références: Wikipedia

<http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2013/02/19/atomique-en-australie-un-aborigene-dejoue-les-projets-de-mines-duranium-dareva/>

sur blanc: «Pas de présence de personne compétente en tuyauterie! Voilà comment travaille AREVA... Et pour les parties nucléaires, qui emploie-t-elle? Des plombiers?!

Le chantier de l'EPR, qui devait se terminer en 2009, a pris deux ans de retard, puis encore deux ans, on commence à évoquer maintenant une fin des travaux peut-être en 2016 selon wikipedia...(3) Quant au coût, on est passé de 3 milliards d'euros à plus de neuf milliards... pour autant qu'on trouve des plombiers capables de monter les vannes à l'endroit... car chaque retard entraîne des surcoûts et des amendes liées aux garanties contractuelles de AREVA vis-à-vis de la Finlande. Tout cela présente mal, et n'aide pas Luc Oursel à refourguer ses cocottes-minutes à d'autres pays. Finalement, parmi la multitude de pays qui auraient dû bénéficier des merveilleux EPR, il n'y a pour le moment que la Chine, qui risque de terminer avant la Finlande (peut-être en 2014), et... la France ! La France qui, d'ailleurs, avec l'EPR de Flamanville accumule également les retards, selon wikipedia (4):

- La coulée du béton a eu lieu en décembre 2007, la mise en service était initialement prévue en 2012.
- En juillet 2011, EDF a annoncé un report de la mise en service à 2016 et un coût passant de 3,3 à 6 milliards d'euros.
- Puis, le 03 décembre 2012 EDF annonce que le coût du projet, s'élèverait maintenant à 8,5 milliards d'euros (la date de mise en service étant toujours prévue en 2016).

Quant au deuxième EPR français, à Penly près de Dieppe, où en est-il?

- Le 30 janvier 2009, Nicolas Sarkozy, annonçait la

construction d'un EPR à Penly.

- Mi-2009, Jean-Louis Borloo, alors ministre de l'Ecologie et de l'Energie, déclarait qu'un troisième EPR n'était plus d'actualité.

- Fin septembre 2010 GDF Suez se retirait du projet.

- En mai 2011 selon Christophe de Margerie (PDG de Total), la réflexion sur le projet aurait été apparemment stoppée, mais le 21 juillet 2011 EDF annonçait que la mise en service ne se ferait plus en 2017, mais en 2020...

En ce qui concerne les autres pays intéressés par l'EPR, beaucoup ont renoncé comme par exemple les USA, l'Italie, l'Afrique du Sud, Abou Dabi, la république Tchèque...

Seuls l'Inde et l'Angleterre sont encore sur les rangs, sans que rien ne soit encore formalisé à ce jour.

Bref, le moral n'est plus au beau fixe... Pourtant la France fait tout ce qu'elle peut pour aider AREVA, envoyant par exemple son armée sauver les pauvres Maliens, ceci n'ayant sans doute rien à voir avec les mines d'uranium à ciel ouvert d'AREVA au Niger voisin, menacées par les bandes islamistes...

Et le porte-monnaie, ça va?

N'étant pas un expert en économie (ni en quoi que ce soit d'ailleurs), j'ai de la peine à analyser des données financières, mais je constate des faits inquiétants pour nos «amis» d'AREVA (5): le cours de l'action d'AREVA après avoir monté de plus de 100% entre 2004 et 2007, s'est ensuite écroulé de 785 euros à 19,09 euros... Selon le site d'AREVA, l'action plafonne toujours vers les 12 euros en 2013. Quant à la capitalisation boursière, après avoir doublé en trois ans, elle a diminué des trois quarts en quatre ans...



Comme si cela ne suffisait pas...

Comme si cela ne suffisait pas, un article du Monde (6) nous compte les déboires et luttes intestines entre le finlandais TVO et la française AREVA. TVO a indiqué que les retards sont dus à des problèmes des Français dans la planification des systèmes automatiques du site, c'est-à-dire le «contrôle-commande» qui est schématiquement le centre de pilotage du réacteur. La validation de ce contrôle-commande est essentielle en vue du passage à la phase d'essai. Du

coup, AREVA répond par d'autres reproches, accusant TVO de manque de collaboration et de ne pas remplir ses obligations! Le Monde précise: « Avec cette passe d'armes, TVO et Areva écrivent un nouveau chapitre à leur relation tourmentée. Depuis 2008, ils s'affrontent en effet devant le tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale. TVO réclame 1,8 milliard d'euros de dédommagement, quand le consortium Areva-Siemens exige de son côté 1,9 milliard d'euros. Au coeur de conflit: le partage de la responsabilité dans les retards et surcoûts accumulés par ce chantier pilote.»

Bref, on voit que l'ambiance est au beau fixe chez les pieds nickelés du nucléaire européen ! Essaient-ils de se mettre à niveau de nous, glorieux Suisses, qui réparons la cuve fendue de Mühleberg avec des agrafes?

Le nucléaire propre...

D'autre part rappelons la face cachée du nucléaire soi-disant «propre» et «local» français («ne dépendant pas des importations»), est, à part les déchets, le problème des mines d'uranium polluantes des ex-colonies africaines (7) qui commence à être mis à jour... Selon le magazine Alternatives économiques (8), le groupe nucléaire Areva est accusé par l'association Sherpa, Médecins du monde et la Criirad (de mettre en danger les salariés et les riverains de ses mines d'uranium au Gabon (fermée en 1999) et au Niger (toujours en activité)). Les tests effectués par la Criirad révèlent des taux d'exposition des employés à la radioactivité quarante fois supérieurs aux normes de l'Organisation mondiale de la santé, alors que leur protection est insuffisante et leur information inexistante. Les nombreux cancers développés par les travailleurs n'ont jamais été reconnus comme maladies professionnelles, contraignant les employés à financer eux-mêmes leurs frais médicaux. A cela s'ajoutent les nuisances pour les riverains: le stockage non sécurisé des déchets a entraîné la contamination de l'eau au Niger...

Bref, le nucléaire propre et durable, ce n'est ni pour demain, ni pour après-demain...

AREVA a-t-elle encore la foi? Ou bien a-t-elle «les foies»?

Philippe Gobet

1. <http://www.contratom.ch/spip/spip.php?article261>

2. le Canard Enchaîné, édition du 4 septembre 2013

3. http://fr.wikipedia.org/wiki/Centrale_nucléaire_d'Olkiluoto

4. http://fr.wikipedia.org/wiki/Réacteur_pressurisé_européen_en_France

5. http://fr.wikipedia.org/wiki/AREVA#Données_boursières

6. Le Monde, 12 février 2013, Anne Eveno

7. <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Document-Areva-en-Afrique-la-face>

8. http://www.alternatives-economiques.fr/areva—l-afrique-irradiee_fr_art_211_25129.html



JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8

Photo: JJK